



# BAROMÈTRE CONJONCTUREL DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE



IRIS

EDITIONS



---

# LE BAROMETRE CONJONCTUREL DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

Trimestriel • Juillet 2006

**Tous droits réservés**

Toute reproduction totale, partielle, ou sous forme transformée est interdite, sauf autorisation écrite de la part de l'Institut Bruxellois de Statistique et d'Analyse – Cellule Analyse.

L'usage d'extraits de la présente publication en tant qu'exposé ou démonstration dans un article, livre ou fichier est permis, moyennant une mention claire et précise de la source.

Pour toute information concernant ce baromètre, veuillez prendre contact avec:

Madame Maureen Verhue

Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale/IBSA

T 02/800 38 83 – F 02/800 38 06

email [mverhue@mrbc.irisnet.be](mailto:mverhue@mrbc.irisnet.be)

**© 2006 Région de Bruxelles-Capitale – Tous droits réservés**

E.R.: C. Servaty, Institut Bruxellois de Statistique et d'Analyse (IBSA) – Cellule Analyse

Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale,

Boulevard du Jardin Botanique 20 – 1035 Bruxelles

T 02 800 34 75 – F 02 800 38 23

Editions IRIS – D/2006/6374/154



# Table des matières

## 1 INTRODUCTION 4

## 2 CARACTÉRISTIQUES DE BRUXELLES 5

- 2.1 Population 5
- 2.2 Pauvreté sur la base du nombre de bénéficiaires du revenu d'intégration 6
- 2.3 Caractère international prononcé 6
- 2.4 Spécialisation sectorielle dans les services 7
- 2.5 Paradoxe au niveau du bien-être 7
- 2.6 Emploi et chômage: le paradoxe du marché de l'emploi 8
- 2.7 Innovation et esprit d'entreprise 8
- 2.8 Infrastructure: espace et transport 9
- 2.9 Fonction centrale de Bruxelles 9

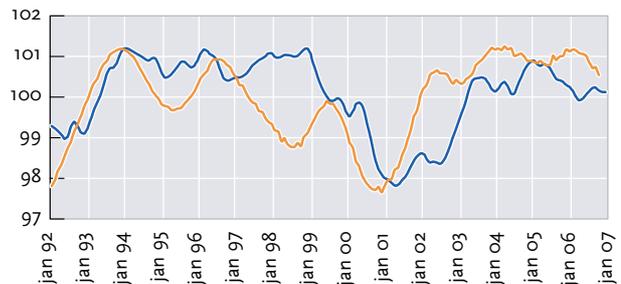
## 3 TABLEAUX DE BORD 10

- 3.1 Contexte international: l'économie mondiale, d'une croissance au ralenti vers une forte expansion ? 10
- 3.2 Economie bruxelloise: généralités 11
- 3.3 Economie bruxelloise: entreprises 12
- 3.4 Recherche et développement 15
- 3.5 Marché du travail 18
- 3.6 Environnement et transport 19

## 4 INDICATEURS CONJONCTURELS 21

- 4.1 Evolution de l'indicateur avancé du marché du travail 21
- 4.2 Evolution de l'indicateur de l'activité économique 23

### Cycle conjoncturel du chômage



### Cycle conjoncturel du PIB régional



### Prévisions:

Composant conjoncturel du chômage	➔
Chômage DEI	➔
Composant conjoncturel d'activité économique début 2006	➔

# I Introduction

Cette publication a pour but d'esquisser une présentation concise et structurée de la situation socio-économique de la Région de Bruxelles-Capitale. Deux instruments sont utilisés à cette fin: des tableaux de bord qui reproduisent l'évolution d'une série d'indicateurs clés et un indicateur conjoncturel composite avancé<sup>1</sup>, récemment mis au point par la Cellule "Analyse" de l'IBSA. Cet indicateur conjoncturel nous permettra d'établir des prévisions de croissance pour l'économie de la Région de Bruxelles-Capitale.

La première partie de cette publication comprend un aperçu des caractéristiques propres à la Région. Les déterminants et les caractéristiques de l'économie sont identifiés et exposés. La situation économique, à l'échelon national et international, est également prise en considération. Cet aspect permet de mieux appréhender le contexte économique plus étendu de Bruxelles. Les relations d'interdépendance entre la Région de Bruxelles-Capitale et les deux autres régions entrent également en ligne de compte à cet égard. Dans le cadre de cet aperçu, nous en arrivons entre autres à la conclusion que Bruxelles est confrontée à un paradoxe au niveau du bien-être et du marché de l'emploi.

La deuxième partie de la publication aborde en détail les indicateurs clés pour la région. Bruxelles est d'abord positionnée dans un contexte international. Les contextes national et régional sont ensuite abordés, suivis de quelques indicateurs économiques propres à Bruxelles. Les données chiffrées et les graphiques font systématiquement l'objet d'une analyse succincte.

Pour conclure, la troisième partie de la publication affiche les résultats de l'indicateur conjoncturel composite avancé. Sur base de l'analyse des données précitées, nous sommes en mesure d'aligner de manière optimale le baromètre conjoncturel par rapport au tissu économique particulier de la région bruxelloise. Un baromètre composite avancé présente l'avantage de permettre l'observation immédiate de l'évolution de la conjoncture bruxelloise. Parallèlement, le baromètre conjoncturel doit nous permettre de formuler des prévisions de croissance pour la région sur une base régulière. Ces prévisions peuvent ensuite être comparées avec celles établies pour les autres régions et pour le royaume.

## 2 Caractéristiques de Bruxelles

Une analyse approfondie des déterminants de l'économie de la Région de Bruxelles-Capitale a récemment été effectuée pour le compte de l'IBSA. Cette partie expose les caractéristiques typiques de l'économie de la Région de Bruxelles-Capitale et

dresse l'inventaire des principaux déterminants de l'évolution conjoncturelle sur la base des résultats de cette analyse.

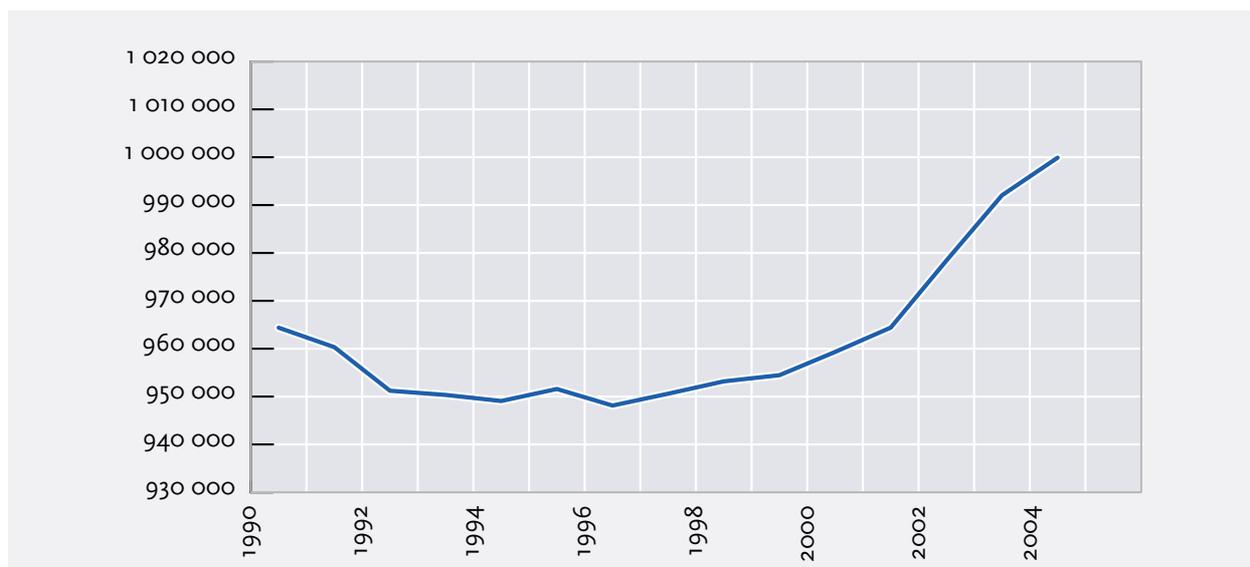
Nous distinguons les propriétés suivantes pour la Région de Bruxelles-Capitale.

### 2.1 Population

En 2004, Bruxelles comptait un million d'habitants. Depuis le milieu des années '90, la tendance à la

baisse du nombre d'habitants s'est ralentie pour faire place à une recrudescence démographique.

GRAPHIQUE 1: Évolution du nombre d'habitants en région bruxelloise (1990-2005)



Source: Eurostat et SPF Économie, Direction générale Statistique et Information économique, Registre national (2006)

## 2.2 Pauvreté sur la base du nombre de bénéficiaires du revenu d'intégration

TABLEAU 1: Evolution du nombre de bénéficiaires du revenu d'intégration<sup>1</sup> par rapport au nombre d'habitants

	2003	2004	2005
Région de Bruxelles-Capitale	1,68 %	1,83 %	1,87 %
Région flamande	0,39 %	0,39 %	0,33 %
Région wallonne	1,00 %	1,00 %	0,98 %
Brabant flamand	0,23 %	0,25 %	0,24 %
Brabant wallon	0,51 %	0,52 %	0,48 %

Source: SPF Intégration Sociale

Le nombre de bénéficiaires du revenu d'intégration est relativement élevé à Bruxelles et a, en outre, tendance à augmenter. Ces données doivent cependant être interprétées dans leur contexte. La concentration de personnes défavorisées est un phénomène spécifique aux grandes villes. Toute

tentative de comparaison avec des régions moins urbanisées est dès lors bancale. La tendance à la hausse est cependant inquiétante, d'autant plus que les chiffres du chômage présentent une évolution similaire.

## 2.3 Caractère international prononcé

L'emploi au sein des institutions internationales et apparentées (telles que les représentations diplomatiques et régionales), combiné à l'emploi au sein des entreprises qui s'établissent dans la région en raison de la présence des institutions internationales, a été estimé à 12 % de l'emploi total dans la région (en 2004). Il s'agit plutôt d'une sous-estimation de l'emploi généré par les institutions internationales étant donné qu'un grand nombre de répercussions au niveau de la sous-traitance en amont (comme la restauration, les services de courrier, le transport de personnes) n'ont pas été prises en compte dans ce contexte. Environ 33 % du nombre total d'entreprises étran-

gères en Belgique sont implantées dans la Région de Bruxelles-Capitale. Ces entreprises étrangères produisent 46 % du produit intérieur brut régional (PIBR) et représentent 36 % de l'emploi total au sein de la Région de Bruxelles-Capitale. En Flandre et en Wallonie, la part des entreprises étrangères dans la valeur ajoutée totale s'élève respectivement à 17 % et 12 %.

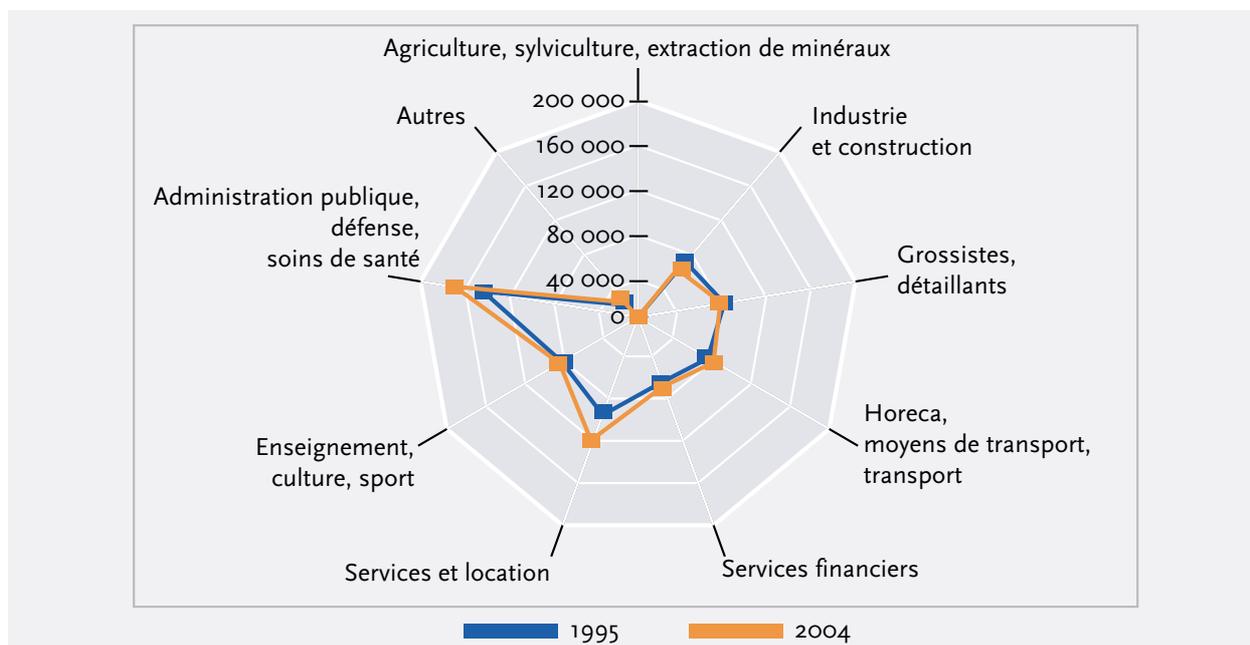
Le tourisme d'affaires représente une partie importante du tourisme au sein de la Région de Bruxelles-Capitale. 55 % des nuitées passées le sont dans le cadre du tourisme d'affaires, tandis que ce pourcentage est de 12 % en Flandre et en Wallonie.

## 2.4 Spécialisation sectorielle dans les services

L'industrie traditionnelle est en baisse au niveau de la région, tandis que le secteur tertiaire est en pleine expansion, tant en termes de valeur ajoutée qu'en termes d'emploi. L'économie bruxelloise s'est particulièrement spécialisée dans les services financiers

(banques et assurances) et dans les services non marchands (État, enseignement et culture). Le secteur public (administration publique, défense, soins de santé) représente environ un quart de l'emploi total au sein de la Région de Bruxelles-Capitale.

GRAPHIQUE 2: Évolution de l'emploi au cours de la période 1995 - 2004 par secteur



Source: BNB

## 2.5 Paradoxe au niveau du bien-être

La valeur ajoutée brute par habitant est deux fois plus élevée en région bruxelloise qu'en Belgique et la Région de Bruxelles-Capitale est la deuxième région la plus riche après le centre de Londres, comparée à 254 autres régions de l'UE (Eurostat, 2003). En revanche, on constate que le revenu imposable moyen par déclaration se situe sous la moyenne nationale. Différentes raisons expliquent ce paradoxe.

Premièrement, le fait que le tissu économique fort de Bruxelles attire un grand nombre de navetteurs. Ces navetteurs génèrent une partie de la production bruxelloise mais emportent ensuite leur revenu professionnel et donc effectuent la majeure partie de leurs dépenses chez eux, en dehors de

Bruxelles. Seuls 45 % des emplois en région bruxelloise sont occupés par des Bruxellois.

Deuxièmement, on constate qu'une partie des plus nantis et des ménages avec enfants quittent la ville pour la périphérie et la campagne. Enfin, les grandes villes exercent un pouvoir d'attraction sur les personnes plus vulnérables sur le plan social.

Une dimension supplémentaire vient s'ajouter à ce paradoxe : l'inégalité en matière de revenus dans la Région de Bruxelles-Capitale est plus importante que dans les autres régions. On relève un fossé important entre les habitants pauvres et riches: le nombre de déclarations d'impôts à revenu inférieur à la moyenne régionale s'élève à 68%.

## 2.6 Emploi et chômage: le paradoxe du marché de l'emploi

Il existe au sein de la Région de Bruxelles-Capitale une prépondérance du travail salarié et du travail exercé par du personnel hautement qualifié. Environ 46 % des emplois en région bruxelloise sont occupés par des travailleurs possédant un diplôme d'enseignement supérieur tandis que ce pourcentage s'élève à 32 % pour le reste du pays. Les emplois salariés constituent près de 92 % de l'emploi total dans la Région de Bruxelles-Capitale. Le taux de chômage administratif au sein de la région affiche un niveau anormalement élevé: 20 % pour la Région de Bruxelles-Capitale et jusqu'à 23 % pour la Ville de Bruxelles. Selon la définition du BIT<sup>III</sup> (qui affiche une valeur moins élevée parce qu'il évalue la disponibilité effective de l'emploi), le taux de chômage s'élève à 15 % dans la Région de Bruxelles-Capitale. Le chômage des jeunes y est

également très élevé. Une importante réserve de main-d'œuvre composée de personnes peu qualifiées et d'ouvriers est disponible alors que ce type d'emplois disparaît progressivement à Bruxelles. La spécialisation sectorielle de la Région de Bruxelles-Capitale est à l'origine d'une forte demande de personnes hautement qualifiées pour le secteur financier et le secteur public. Il existe par conséquent une disparité importante entre l'offre et la demande sur le marché bruxellois de l'emploi: d'une part, de nombreuses personnes peu qualifiées vivent à Bruxelles mais n'y trouvent pas de travail<sup>V</sup> et, d'autre part, la demande de personnes hautement qualifiées est tellement élevée que l'offre bruxelloise de personnes hautement qualifiées ne suffit pas à pourvoir à l'ensemble des postes vacants.

## 2.7 Innovation et esprit d'entreprise

### CONNAISSANCES

La Région de Bruxelles-Capitale dispose d'une base de connaissances universitaires étendue et plusieurs centres de recherche privés y sont situés. La part des secteurs à haut degré de connaissances en termes de chiffre d'affaires et de valeur ajoutée est relativement élevée. La comparaison entre le nombre de demandes de brevet déposées auprès de l'Office européen en Région de Bruxelles-Capitale et dans les provinces disposant d'importants centres de compétence révèle plutôt une sous-exploitation de la valorisation du potentiel de connaissances à Bruxelles.

Il ressort d'une comparaison de la Région de Bruxelles-Capitale avec d'autres régions urbaines similaires au sein de l'UE des 15 que la région obtient de bons résultats en ce qui concerne le nombre de publications scientifiques (source: Eurostat), dispose d'un nombre assez élevé de collaborateurs R&D au sein des entreprises privées, affiche un niveau de formation optimal et une productivité accrue (ONSS et Fiers<sup>V</sup>). Ces deux dernière

caractéristiques s'appliquent également aux autres régions. Sont cités comme points faibles les dépenses privées de R&D relativement peu élevées<sup>VI</sup> et les fonds publics plutôt restreints en matière de R&D<sup>VII</sup>.

### DYNAMIQUE ENTREPRENEURIALE

Le nombre d'entreprises actives a diminué au sein de la Région de Bruxelles-Capitale au cours de la période 1999 - 2003. En 2004, on observe toutefois une reprise, accompagnée d'une nouvelle hausse du nombre d'entreprises. Le nombre net d'entreprises a augmenté de 1274 unités. Cette situation est principalement imputable à la création de nombreuses entreprises à Bruxelles (le nombre de cessations d'activités est resté plutôt au même niveau). Le taux de création net atteint ainsi 2,7 % en 2004 dans la Région de Bruxelles-Capitale<sup>VIII</sup>. Pour la Belgique, ce chiffre est de 1,5 %. L'avenir nous dira si oui ou non il s'agit d'une rupture structurelle de la tendance.

## 2.8 Infrastructure: espace et transport

### IMMOBILIER

À Bruxelles, les administrations publiques occupent environ la moitié des espaces de bureaux. C'est la raison pour laquelle 60 % des investissements immobiliers proprement dits concernent des bureaux. Le taux de disponibilité du marché des bureaux à Bruxelles s'élève à 11 % (Atisreal, 2005). Ce pourcentage est légèrement supérieur au taux de disponibilité moyen relevé dans les autres capitales européennes. Ceci signifie qu'une reprise conjoncturelle est possible à court terme au sein du marché des services sans de grosses contraintes sur le marché immobilier.

### TRANSPORT

Une bonne infrastructure de transport est une condition de grande importance pour l'établisse-

ment et le développement d'entreprises. Le réseau routier étendu, le Port de Bruxelles, la concentration de connections ferroviaires et la proximité de l'aéroport international sont d'une importance indéniable pour le développement de l'économie régionale et plus particulièrement pour les services de logistique et les services de commerce en gros de la Région de Bruxelles-Capitale. Cette infrastructure est également importante pour le transport des personnes. Les transports routiers, ferroviaires et aériens sont nombreux et profitent aussi bien aux navetteurs quotidiens qu'aux voyages d'affaires et au tourisme. Grâce à cette infrastructure, des villes comme Londres, Paris, Amsterdam et Berlin sont facilement accessibles.

## 2.9 Fonction centrale de Bruxelles

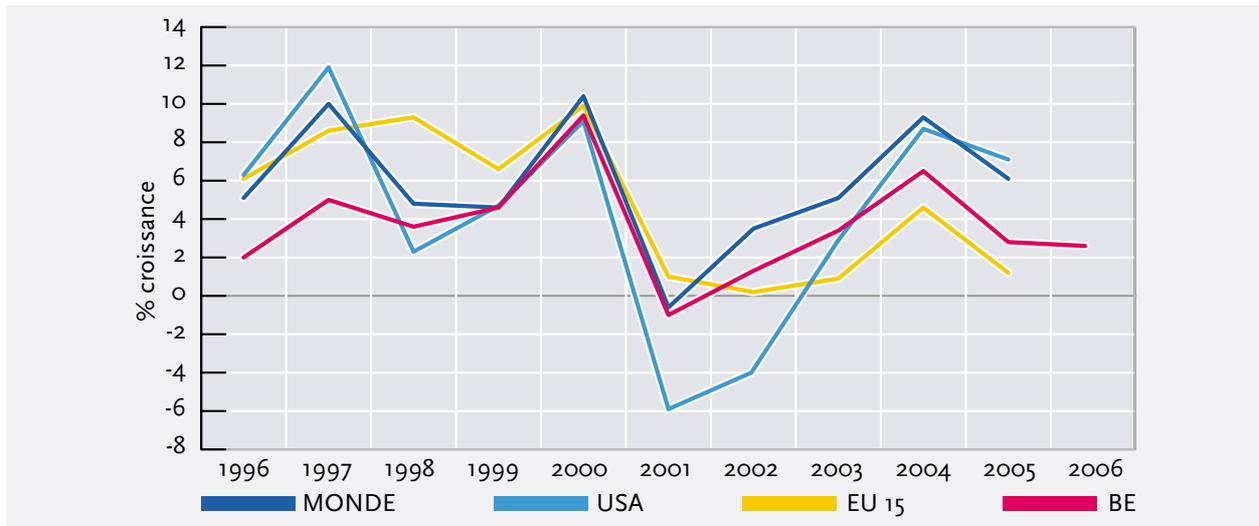
Comme nous l'avons déjà signalé précédemment, la Région de Bruxelles-Capitale est caractérisée par d'importants flux de navetteurs en direction de Bruxelles. Toutefois, ces navetteurs sont taxés dans leur région d'origine. Les revenus ne profitent donc pas directement à la Région de Bruxelles-Capitale. La dynamique socio-économique globale de Bruxelles doit être étudiée dans un cadre englobant non seulement les 19 communes, mais également la périphérie flamande et wallonne. La fonction centrale économique de Bruxelles s'étend donc dans sa périphérie élargie. L'arrondissement de Nivelles et l'arrondissement de Hal-Vilvorde plus particulièrement, sont caractérisés par le principal afflux net d'entreprises en Belgique.

Nous relevons par ailleurs que la croissance annuelle de la valeur ajoutée brute en périphérie a systématiquement atteint un niveau supérieur à celui de la région bruxelloise au cours de la seconde moitié des années 90. Cependant, en 2002 et en 2004, la Région de Bruxelles-Capitale a affiché une croissance supérieure à celle de la périphérie. Tant la périphérie que la région ont connu un ralentissement de leur croissance au début du millénaire, une tendance qui semble s'être inversée depuis 2004. Dans ce contexte, il est intéressant d'observer que le taux de croissance de la périphérie semble annoncer celui de la région.

## 3 Tableaux de bord

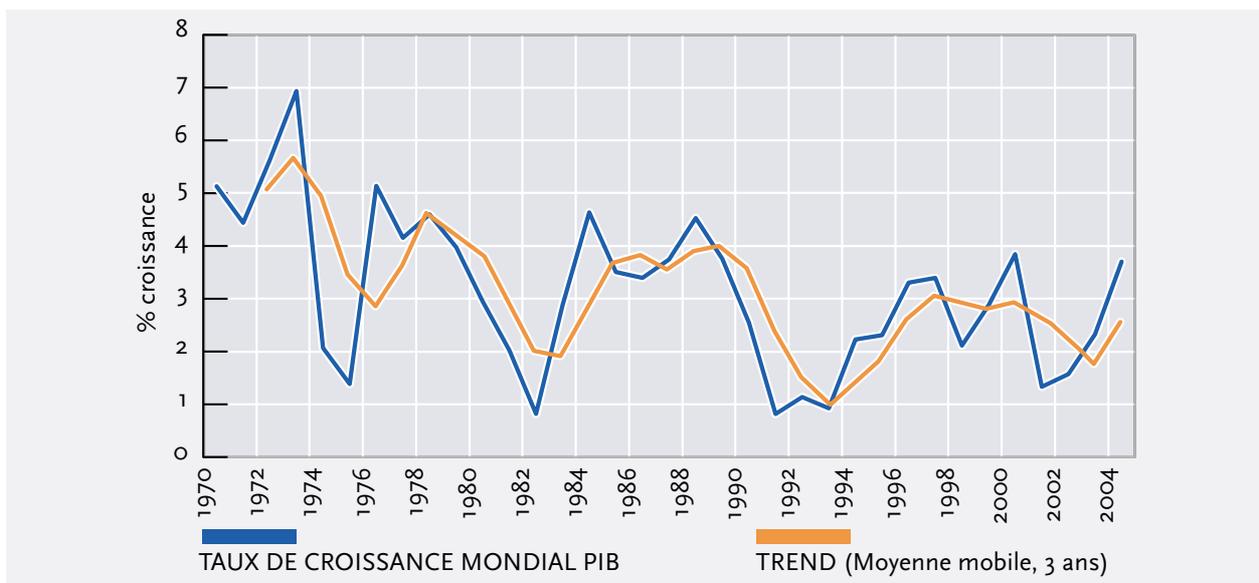
### 3.1 Contexte international: l'économie mondiale, d'une croissance au ralenti vers une forte expansion ?

GRAPHIQUE 3: Evolution du commerce mondial en termes réels, de 1996 à 2006<sup>IX</sup>



Source: Calculs propres sur base de chiffres de: Eurostat, BNB, OMC

GRAPHIQUE 4: Evolution de la croissance du PIB mondial en termes réels, de 1970 à 2005



Source: Calculs propres sur base de chiffres de: OMC

Ces dernières années, les économies occidentales ont connu des moments difficiles. Plusieurs facteurs y ont contribué. Le monde a tout d'abord été secoué par une série de chocs politiques. Tout le monde se souvient encore des attentats du 11 septembre 2001 à New York. Un an et demi plus tard, l'invasion de l'Irak créait une nouvelle source d'incertitudes. Rien d'étonnant donc à ce que les cours boursiers aient plongé et que la croissance économique ait enregistré un net recul.

Les États-Unis ont été les premiers à sortir du marasme économique. Dans le courant de 2005, la reprise a suivi en Europe et au Japon. Soutenue notamment par la forte croissance économique de la Chine et de l'Inde, l'économie mondiale tourne actuellement à plein régime. Un certain nombre de facteurs pourraient cependant apporter des ombres à ce tableau dans un avenir proche. Premier élément perturbateur potentiel: l'évolution extrêmement capricieuse des cours du pétrole. De nouvelles envolées des prix du pétrole brut raviveraient sans aucun doute les craintes d'inflation, ce qui pourrait entraîner à leur tour une remontée des taux d'intérêt et un affaiblissement du pouvoir d'achat des ménages. Un second facteur de risque possible: une forte dépréciation du dollar américain par rapport à l'euro, qui mettrait les exportations européennes en difficulté.

TABLEAU 2: Evolution du cours de change de l'US dollar par rapport à l'euro

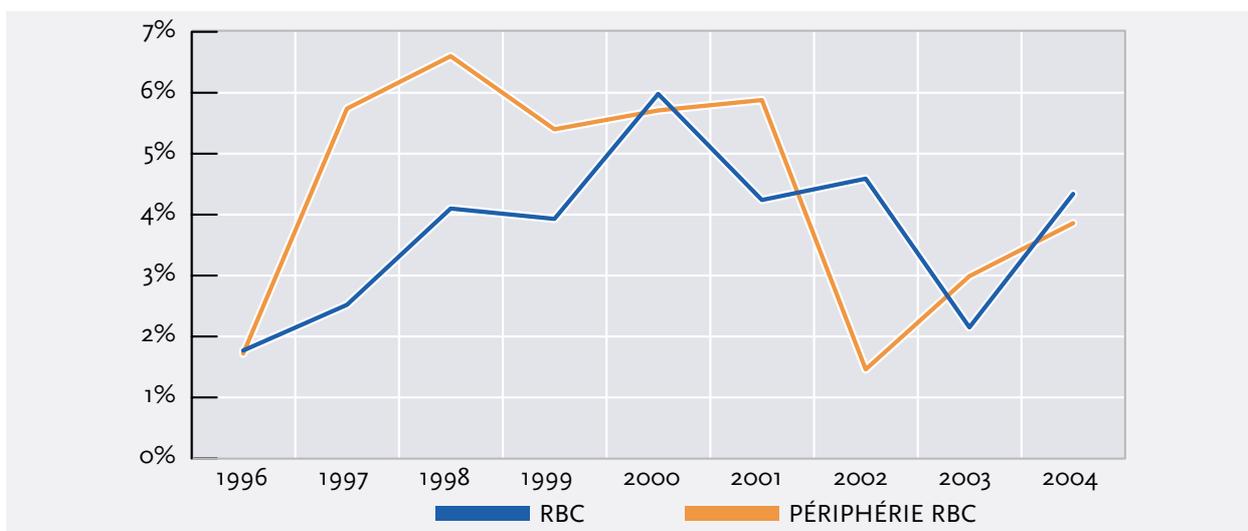
	US dollars par euro	
	Moyenne de la période	Fin de la période
2006-01	1,2103	1,2118
2006-02	1,1938	1,1875
2006-03	1,2020	1,2104
2006-04	1,2271	1,2537
2006-05	1,2770	1,2868
2006-06	1,2650	1,2713

Source: FMI, BCE

Début juin 2006, le taux directeur<sup>x</sup> de la Banque Centrale Européenne (BCE) était fixé à 2,75 %, après avoir été augmenté d'un quart de point en mars 2006. Le cours de change du dollar américain par rapport à l'euro est présenté dans le tableau ci-dessus. On voit clairement qu'en moyenne le dollar s'est déprécié par rapport à l'euro au cours de cette année. La plupart des économistes pensent que cette tendance devrait se poursuivre au cours des prochains mois, sous l'effet notamment du sommet historique atteint par le déficit courant de la balance des paiements américaine.

### 3.2 Economie bruxelloise: généralités

GRAPHIQUE 5: Evolution de la croissance annuelle de la taxe sur la valeur ajoutée dans la Région de Bruxelles-Capitale et les arrondissements de la périphérie, 1996 - 2004



Source: BNB

**TABEAU 3: Comparaison de l'évolution du produit intérieur brut à prix constant de la Région de Bruxelles-Capitale, du royaume et de la zone euro. Pourcentages de croissance annuelle**

	Région de Bruxelles-Capitale	Belgique	EU-15
2000	3,9	3,9	4,0
2001	2,6	1,0	1,9
2002	3,2	1,5	1,2
2003	0,2	0,9	1,0
2004	2,0	2,4	2,1
2005	–	1,5	1,6
2006 (e)	–	2,3	2,1*
2007 (e)	–	2,1	1,8*

Source: BNB, Eurostat

(e) prévisions

\* chiffres de croissance pour la zone euro

L'évolution de l'économie belge suit généralement d'assez près l'évolution de la conjoncture européenne, et cela n'a rien d'étonnant. Notre pays tire une partie importante de sa richesse des exporta-

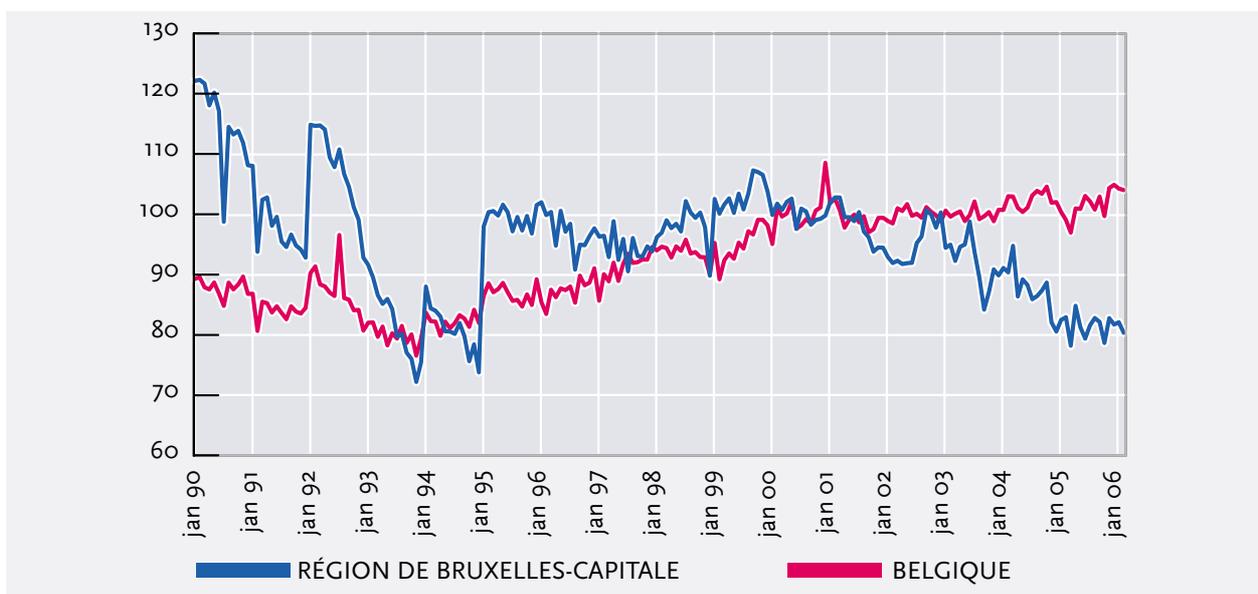
tions et particulièrement celles à destination des pays de l'UE. Le tableau 3 montre cependant que la croissance bruxelloise ne suit pas le même modèle que le reste de la Belgique. En 2001-2002, Bruxelles poursuivait sa croissance à un rythme soutenu alors que le reste de l'économie du pays était proche de l'asphyxie. Et inversement, en 2003-2004, la reprise a été plus lente à Bruxelles que dans les autres régions.

Comment expliquer cette différence ? Par sa structure, l'économie bruxelloise se distingue fortement de celle des autres régions. Le secteur des services prédomine à Bruxelles, où le secteur industriel est relativement sous-représenté. Les activités industrielles sont plus sensibles aux variations du climat économique général, car elles sont souvent très dépendantes de leurs débouchés sur les marchés étrangers. Les services (institutions financières, gestion de biens immobiliers, horeca,...) réagissent par contre toujours avec un peu de retard aux variations de la conjoncture. On pourrait donc s'attendre à ce que l'économie bruxelloise connaisse bientôt une nouvelle phase d'expansion.

### 3.3 Economie bruxelloise: entreprises

#### • La production industrielle

**GRAPHIQUE 6: Evolution de la production industrielle en Région de Bruxelles-Capitale et en Belgique**



Source: BNB

Le graphique 6 présente une image relativement pessimiste de l'activité industrielle à Bruxelles par rapport à la Belgique. La reprise économique industrielle de la seconde moitié des années 1990 y a été moins marquée, et la rechute des années 2001-2004 plus forte. Il faut cependant relativiser cet état des choses.

Les activités industrielles demandent généralement beaucoup de place. Or, vu l'exiguïté du territoire bruxellois et la disponibilité réduite des terrains libres, les possibilités d'implantation de nouvelles activités industrielles sont donc très réduites. Ces mêmes raisons forcent souvent les entreprises industrielles en expansion à déménager vers les régions voisines (Brabant flamand ou wallon), ou même plus loin. La structure de l'industrie bruxelloise intervient également. Les secteurs d'activité qui ont connu une forte reprise ces dernières années, tels que la chimie, sont fortement sous-représentés à Bruxelles. Malgré ces handicaps, la production industrielle semble avoir atteint son niveau plancher en 2005, et on peut donc s'attendre à une reprise.

#### • Les services

Les séries du tableau 4 montrent les valeurs à long terme et les fluctuations de la conjoncture. Un fil-

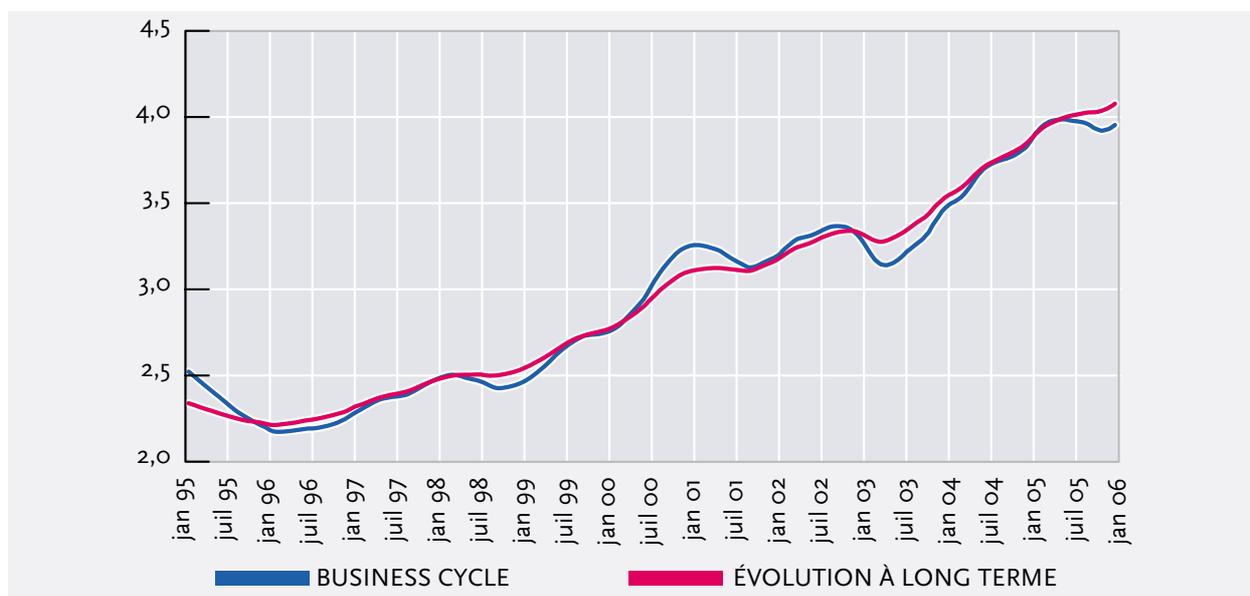
trage de ces séries supprime des effets saisonniers et des pics occasionnels, ainsi que des effets spécifiquement liés à la période. Les séries de base sont les chiffres d'affaires en euros établis sur base des déclarations mensuelles de TVA, avec correction de l'inflation par l'indice des prix sur le marché intérieur pour l'année de base 2000.

TABLEAU 4: Evolution du chiffre d'affaires réel du commerce de gros et des services aux entreprises dans la Région de Bruxelles-Capitale

	Données désaisonnalisées et lissées, année de base 2000 = 100	
	Chiffre d'affaires réel du commerce de gros	Chiffre d'affaires réel des services aux entreprises
2005-12	138,60	202,85
2006-01	138,83	208,41
2006-02	139,45	214,17
2006-03	140,36	219,27

Source: Calculs propres sur base de: SPF Economie

GRAPHIQUE 7: Evolution du chiffre d'affaires réel du commerce de gros dans la Région de Bruxelles-Capitale

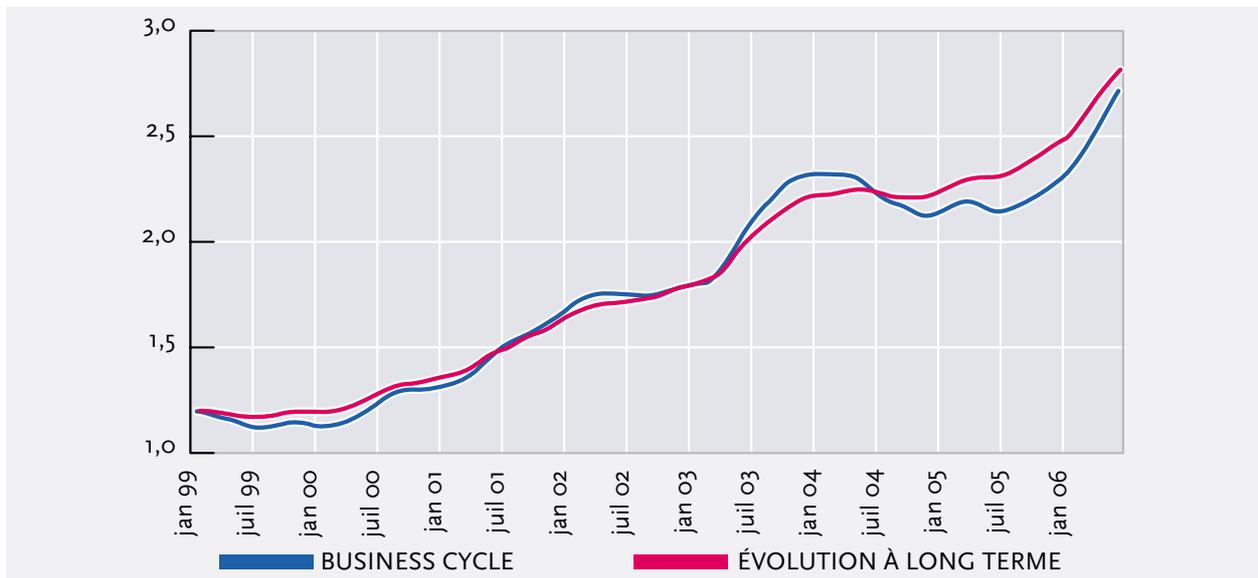


Source: Calculs propres basés sur: SPF Economie

Le graphique 7 montre que le secteur du commerce de gros est beaucoup moins sensible à la conjoncture que celui de l'industrie. On observe une tendance à long terme en augmentation presque continue, interrompue par des épisodes de croissance accélérée ou de stagnation relative. Ces mouvements suivent la conjoncture générale avec un peu de retard. On peut donc supposer que la stagnation récente, depuis le second semestre 2005, ne tardera pas à prendre fin. D'une part, le com-

merce de gros est poussé dans le dos par les perspectives de croissance relativement favorables en Europe occidentale. D'autre part, par l'intermédiaire du commerce de détail, la reprise de la consommation des ménages génère les stimuli nécessaires sur le marché intérieur. On peut s'attendre à un effet positif sur le pouvoir d'achat grâce à la réforme de l'impôt sur les personnes physiques et à la poursuite de la croissance de l'emploi.

GRAPHIQUE 8: Evolution du chiffre d'affaires réel du secteur des services aux entreprises dans la Région de Bruxelles-Capitale



Source: Calculs propres sur base de: SPF Economie

D'une manière générale, les services aux entreprises se développent également de manière prospère (voir graphique 8). Ils profitent de la tendance généralisée à recourir à la sous-traitance (outsourcing) dans les entreprises, mais aussi de plus en plus dans les administrations publiques. Sous la pression d'une concurrence croissante, les entre-

prises veulent se consacrer le plus possible à leur activité principale. Les autres activités, telles que la comptabilité, la restauration d'entreprise ou le gardiennage, sont de plus en plus confiées à des firmes spécialisées. La mondialisation ne devrait que renforcer cette tendance.

### 3.4 Recherche et développement

**TABEAU 5: Evolution des dépenses publiques et privées de R&D en Région de Bruxelles-Capitale et en Belgique**

Crédits publics à la R&D (en % du budget total)		
	Autorités fédérales	Région de Bruxelles-Capitale
2005 (i)	0,85 %	0,84 %
2004	0,89 %	0,82 %
2003	0,93 %	0,81 %
2002	1,00 %	0,70 %
Dépenses privées de R&D (en % du PIB)		
	Belgique	Région de Bruxelles-Capitale
2004 (ii)	1,3 %	0,58 %
2003	1,31 %	0,57 %
2002	1,37 %	0,61 %
2001	1,51 %	0,65 %

(i) Sur base des données de budget initiales

(ii) Sur base d'estimations d'Eurostat

Source: Calculs propres sur base de: Belspo, BNB, Eurostat

La part des crédits publics à la Recherche et au Développement (R&D) dans le budget total de la Région de Bruxelles-Capitale a augmenté progressivement ces dernières années. Pour 2005, cette part est comparable à celle accordée au niveau fédéral. L'augmentation a été particulièrement marquée en 2003. Les crédits publics à la R&D accordés en 2003 par la Région de Bruxelles-Capitale représentent 1,02 % de l'ensemble des crédits publics à la R&D de tout le pays.

En ce qui concerne les dépenses privées de R&D, la Région de Bruxelles-Capitale suit le modèle national. La relation de ces dépenses par rapport au PIB ne cesse de diminuer. Une telle diminution ne s'observe pas qu'en Belgique, mais il faut noter que ces dépenses augmentent progressivement en France et en Allemagne, et se maintiennent de façon relativement constante dans l'UE-15. Les pourcentages concernés sont par ailleurs encore bien éloignés de l'objectif européen de 3 % du PIB à consacrer en 2010 aux dépenses de R&D, dont au moins deux tiers financés par les entreprises.

### 3.5 Marché du travail

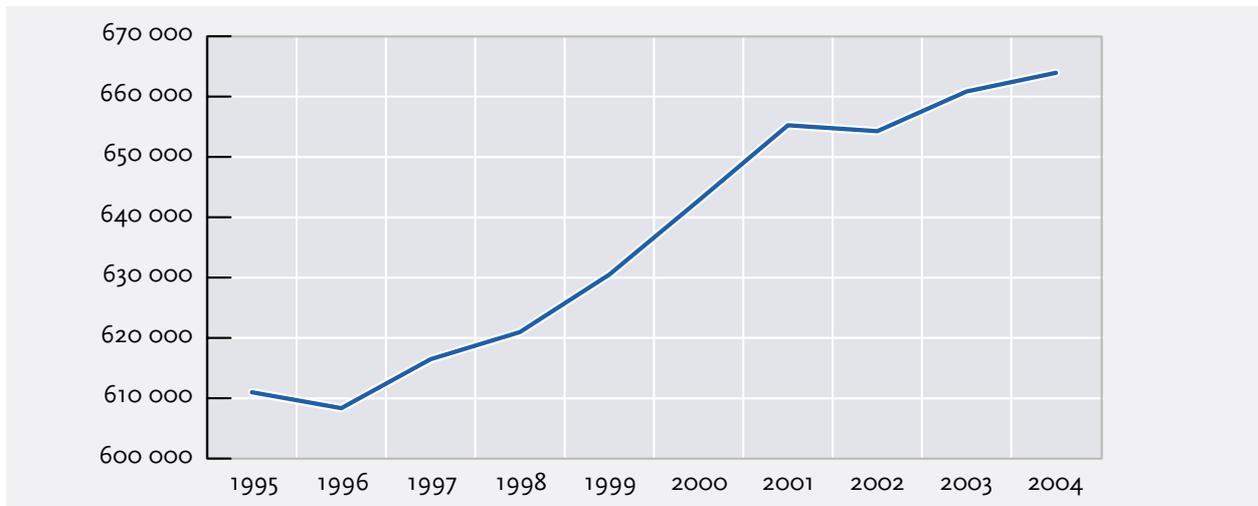
#### • Une croissance notable de l'emploi

**TABEAU 6: Nombre total de travailleurs actifs dans l'ensemble de l'économie**

	Belgique	Région de Bruxelles-Capitale
2001	4.150.436	655.245
2002	4.144.173	654.268
2003	4.140.905	660.850
2004	4.164.569	663.945

Source: BNB

GRAPHIQUE 9: Nombre total de travailleurs dans la Région de Bruxelles-Capitale –  
Chiffres absolus: Evolution 1995 - 2004



Source: Calculs propres sur base de chiffres de: BNB, Belgostat

L'emploi suit avec un peu de retard le développement général de la conjoncture. En cas de modification du climat économique, les entreprises attendent de voir comment les choses évoluent d'elles-mêmes avant de décider de licencier du personnel (comme durant la crise des années 2001 et 2002) ou d'en engager (comme lors de la reprise actuelle).

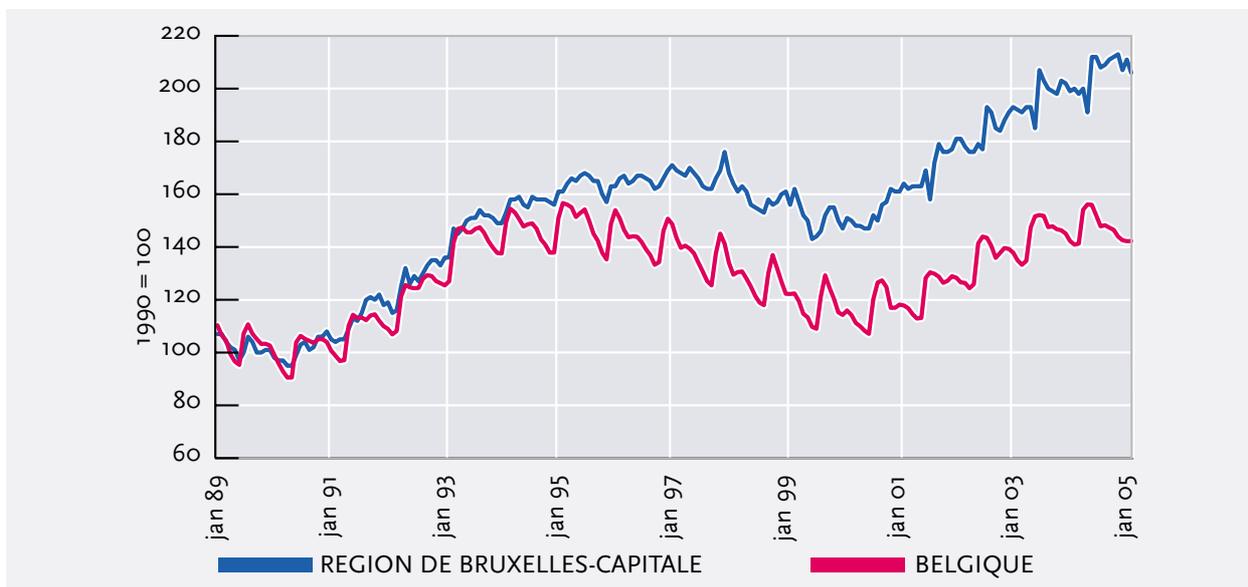
En raison du poids important du secteur des services dans l'économie bruxelloise, on pourrait s'attendre à ce que la région suive cette tendance générale avec un certain retard. On constate cepen-

dant qu'en 2003, la reprise de la croissance de l'emploi a été plus rapide à Bruxelles que dans le reste de la Belgique. Cela pourrait être un effet de l'élargissement de l'Union européenne prévu en 2004. Cet événement important a sans doute été anticipé par un certain nombre d'entreprises bruxelloises.

Quoi qu'il en soit, Bruxelles reste une importante source de création d'emplois. Compte tenu de la reprise économique actuelle, on peut même s'attendre à une prochaine accélération de la croissance de l'emploi dans la région.

• Le chômage reste élevé

GRAPHIQUE 10: Evolution du nombre de chômeurs demandeurs d'emploi en Région de Bruxelles-Capitale et en Belgique (année de base de l'indice: 1990 = 100)



Source: ORBEM

TABLEAU 7: Nombre total de chômeurs demandeurs d'emploi (chiffres trimestriels)

	Belgique	Région de Bruxelles-Capitale
2005-II	569.866,7	92.505,3
2005-III	625.933,3	93.229,3
2005-IV	601.533,3	97.297,7
2006-I	587.759,7	98.290,7
2006-II	573.307,3	96.540,7

Source: Calculs propres sur base de: ORBEM

TABLEAU 8: Taux de chômage (chiffres administratifs)

	Belgique	Région de Bruxelles-Capitale
2005-II	11,9 %	20,1 %
2005-III	13,0 %	20,3 %
2005-IV	12,5 %	21,2 %
2006-I	12,3 %	21,4 %
2006-II	12,0 %	21,0 %

Source: Calculs propres sur base de: ORBEM

TABLEAU 9: Taux de chômage (selon la définition de l'OIT)

	Belgique	Région de Bruxelles-Capitale
2001	6,64 %	12,98 %
2002	7,58 %	14,73 %
2003	8,24 %	15,76 %
2004	8,46 %	15,90 %

OIT: Organisation Internationale du Travail  
Source: SPF Economie: EFT

Pour des raisons évidentes, on s'attend à ce que le chômage évolue de façon inverse à l'emploi, comme l'image de ce dernier dans un miroir. C'est cependant moins le cas à Bruxelles que dans l'ensemble de la Belgique. Durant la seconde moitié des années 1990, la diminution du chômage a été nettement plus lente à Bruxelles, tandis que son augmentation durant la période 2002-2005 a été plus forte qu'ailleurs en Belgique.

Comment expliquer ce phénomène ? Les nouveaux emplois créés à Bruxelles s'adressent plutôt à des personnes ayant un niveau d'études élevé. Beaucoup de chômeurs bruxellois ont un niveau d'études rela-

tivement bas, ce qui a pour conséquence que les emplois vacants dans la région bénéficient plutôt à des navetteurs du Brabant flamand ou wallon, voire d'ailleurs. Pour les mêmes raisons, les chômeurs bruxellois ne parviennent souvent pas non plus à décrocher un emploi dans les économies en expansion du Brabant flamand ou du Brabant wallon.

Le retour à une conjoncture favorable devrait sans doute bientôt mettre un terme à l'accroissement du chômage. Il est cependant évident qu'aborder vraiment ce problème nécessitera des mesures supplémentaires de formation professionnelle et d'accompagnement des chômeurs.

#### • Taux d'activité

TABLEAU 10: Comparaison du taux d'activité économique en % de la population de 15 à 64 ans

	UE-15	Belgique	Région de Bruxelles-Capitale
2001	69,1	64,2	62,0
2002	69,6	64,8	63,9
2003	70,0	64,9	63,1
2004	70,4	65,9	64,3

Source: Eurostat

Le tableau 10 montre que le taux d'activité à Bruxelles se situe en dessous de la moyenne belge et européenne. On voit cependant aussi que Bruxelles a entamé une opération de rattrapage, car le taux d'activité y augmente plus vite que dans le reste de la Belgique ou de l'UE des15. Cette ten-

dance devrait sans doute se poursuivre dans un futur proche. Bruxelles réussit aussi relativement bien à garder en activité ses travailleurs âgés (de 50 à 64 ans). Dans un contexte de vieillissement de la population active, ceci devrait également s'avérer bénéfique pour la situation de Bruxelles.

#### • Travail dans la région de résidence

TABLEAU 11: Evolution du nombre d'emplois en Région de Bruxelles-Capitale occupés par des habitants de la région

Année	Nombre de travailleurs en Région de Bruxelles-Capitale résidant en RBC	Variation du nombre de travailleurs	Variation en % du nombre de travailleurs
2001	290.969	- 5.609	-1,89
2002	298.203	7.234	2,49
2003	298.541	338	0,11
2004	309.358	10.817	3,62

Source: ORBEM

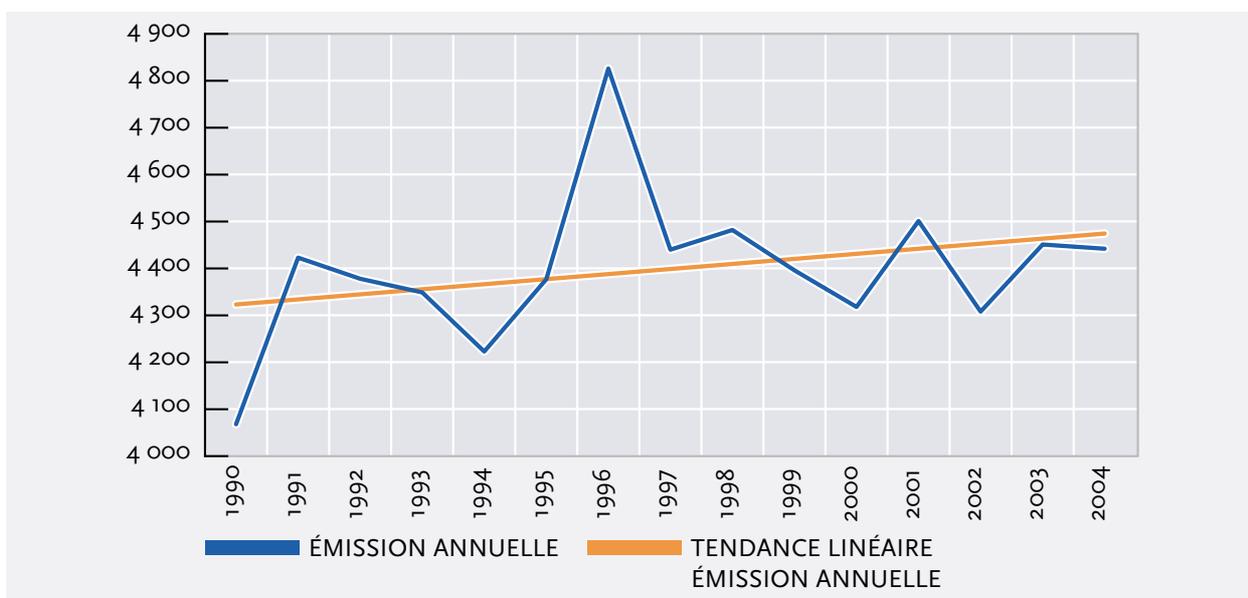
En 2004, les habitants de la Région de Bruxelles-Capitale ont bénéficié dans leur propre région de 10.817 emplois de plus que l'année précédente. Comparé aux années précédentes, il s'agit vraiment d'une augmentation exceptionnelle. Ceci est la conséquence de deux facteurs : d'une part, l'offre d'emploi totale dans la région a augmenté en 2004 de 4.536 unités et d'autre part, les emplois en Région de Bruxelles-Capitale sont moins occupés par des navetteurs venant d'autres régions. En effet, en 2004, le flux de navetteurs a diminué de

4.332 unités venant de Flandre, et de 1.949 unités venant de Wallonie. Enfin, pour connaître le solde net des Bruxellois ayant bénéficié d'un nouvel emploi en 2004, il y a lieu de tenir compte du fait que le flux des navetteurs sortants a également diminué de 2000 unités. Ces Bruxellois disposaient déjà d'un emploi, mais pas à Bruxelles. On peut en conclure que le nombre de résidents de la Région de Bruxelles-Capitale possédant un emploi dans cette même région a augmenté de 8.817 unités.

### 3.6 Environnement et transport

#### • Émission de gaz à effet de serre

GRAPHIQUE 11: Émission de gaz à effet de serre en Région de Bruxelles-Capitale (en Kt d'équivalents CO<sub>2</sub>)



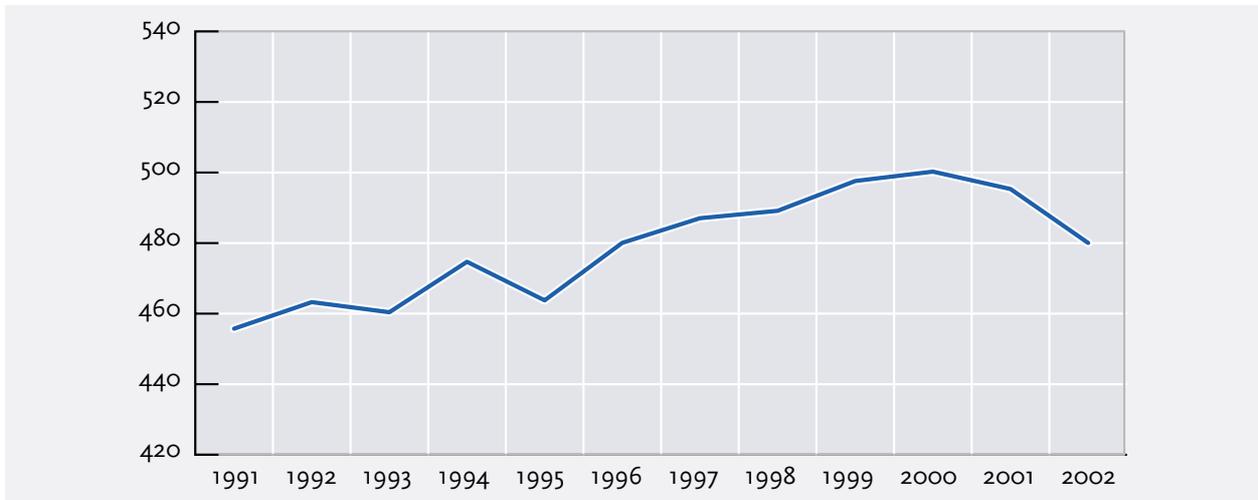
Note: Définition des gaz à effet de serre: CO<sub>2</sub>, CH<sub>4</sub>, N<sub>2</sub>O et gaz fluorés  
Source: Calculs propres sur base de chiffres de: IBGE

Les émissions annuelles de gaz à effet de serre présentent des fluctuations considérables. Le pic d'émissions enregistré en 1996 est particulièrement frappant. Il est dû à une augmentation des émissions tant des ménages et du secteur tertiaire que de l'industrie. Il résulte d'une augmentation rela-

tive de la consommation de combustibles au cours de l'hiver long et froid. A long terme, les émissions de gaz à effet de serre en Région de Bruxelles-Capitale ont tendance à augmenter progressivement.

• Déchets ménagers

GRAPHIQUE 12: Collecte de déchets ménagers par l'Agence Bruxelles-Propreté (en kg par habitant)



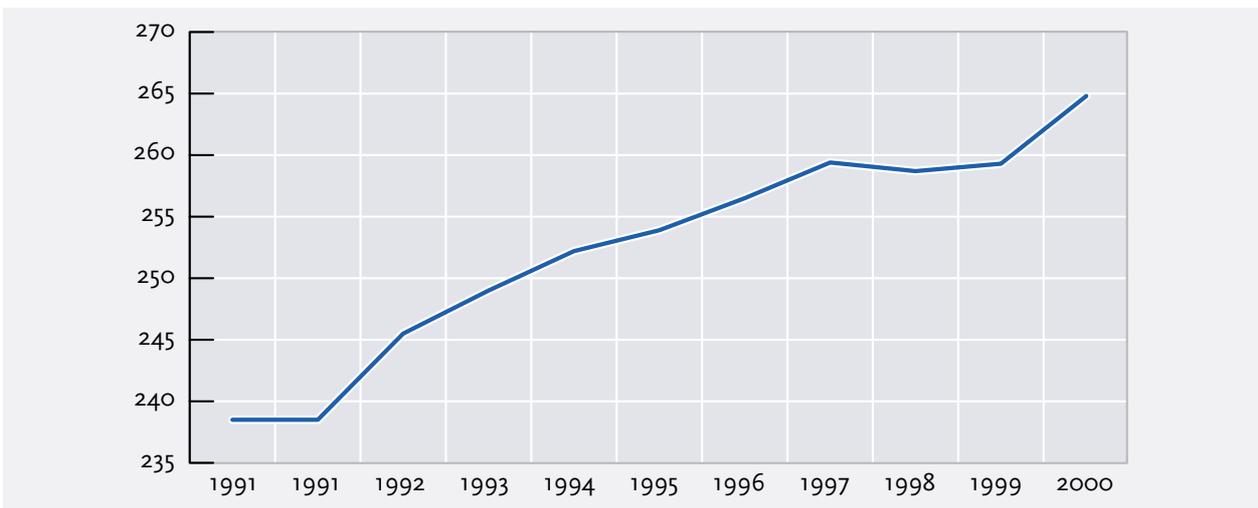
Source: IBGE

Entre 1995 et 2000, le nombre de kg de déchets ménagers par habitant collectés dans la région a considérablement augmenté. En 2000, la tendance s'est inversée et la quantité de déchets s'est remise à diminuer. Cette diminution s'est poursuivie en

2001 et 2002. Cette évolution est assez exceptionnelle et va certainement de pair avec une sensibilisation de la population aux problèmes de l'environnement.

• Circulation sur base de la consommation de carburant

GRAPHIQUE 13: Consommation de carburant (essence + diesel + LPG) (en Kt d'équivalents pétrole)



Source: IBGE

La consommation de carburant dans la Région de Bruxelles-Capitale a fortement augmenté depuis le début des années 90. Si l'on considère ce paramètre comme un bon indicateur de la densité de la

circulation, on peut se dire que la région n'est pas encore débarrassée de ses problèmes d'embouteillage.

## 4 Indicateurs conjoncturels

### 4.1 Evolution de l'indicateur avancé du marché du travail

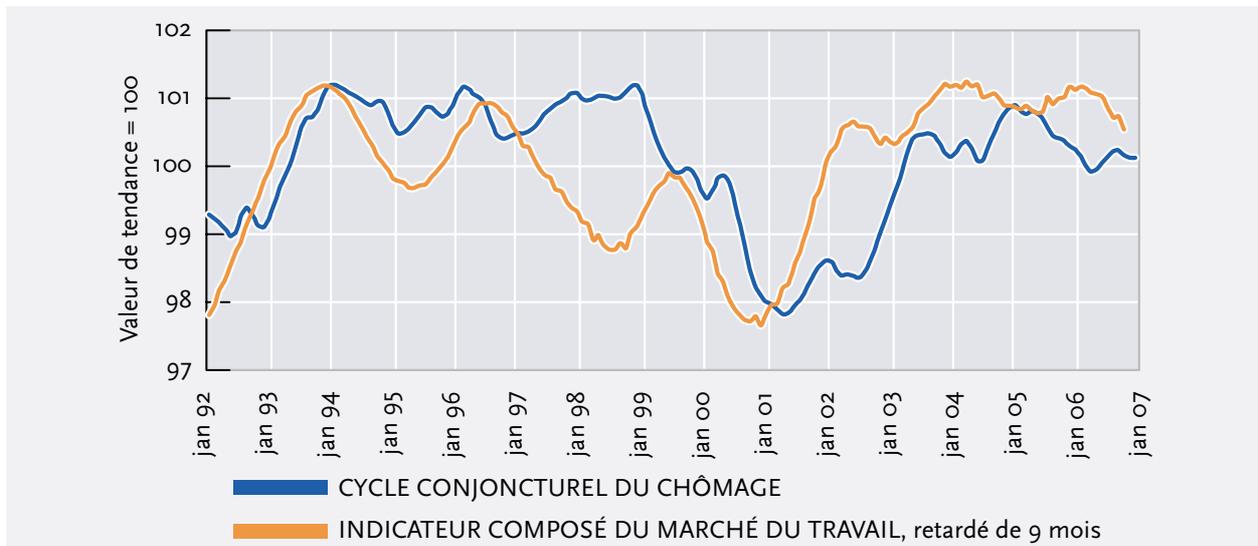
Un indicateur avancé du marché du travail permet de prévoir les tendances de ce marché. Le chômage est un bon indicateur de l'équilibre sur le marché du travail: il représente la disparité entre la demande et l'offre d'emploi. Il constitue également une donnée importante pour la gestion des politiques publiques. L'indicateur de référence du marché du travail nous procure la composante conjoncturelle du nombre de demandeurs d'emploi inoccupés de la Région de Bruxelles-Capitale. L'élaboration d'un tel instrument implique la confrontation des différentes séries de chiffres disponibles concernant l'évolution du marché du travail à leurs propres caractéristiques prévisionnelles.

Tout d'abord, nous examinons le caractère avancé de certaines catégories de demandeurs d'emploi inoccupés. Par exemple, il est possible que les chômeurs hautement qualifiés réagissent plus

rapidement que la moyenne à l'évolution du marché du travail. Après analyse, le niveau de formation, l'âge ou la durée du chômage n'apportent toutefois pas de résultat valable.

C'est pourquoi nous examinons, dans un deuxième temps, des séries de chiffres illustrant la demande sur le marché du travail. Il s'agit plus précisément du nombre d'heures de travail intérimaire prestées, le nombre d'offres d'emploi parvenues à l'ORBEM et le nombre de créations d'entreprises et de faillites à Bruxelles. Les analyses statistiques démontrent qu'en combinant l'évolution du travail intérimaire d'une part, et les offres d'emploi parvenues à l'ORBEM d'autre part, il est possible d'identifier une tendance clairement avancée. Plus précisément, ces deux variables sont à même de prévoir la composante conjoncturelle du chômage environ neuf mois à l'avance.

GRAPHIQUE 14: Comparaison de l'indicateur avancé du marché du travail avec la composante conjoncturelle du nombre de demandeurs d'emploi inoccupés dans la Région de Bruxelles-Capitale



Source: Calculs propres sur la base de: ORBEM et Federgon

Nous illustrons ce lien à l'aide du graphique 14. Notre indicateur avancé du marché du travail – la combinaison entre le travail intérimaire et les offres d'emploi – est retardé de neuf mois et comparé à la composante conjoncturelle du nombre de demandeurs d'emploi inoccupés. Il est évident que cette corrélation n'est pas parfaite. Ainsi, l'évolution de l'enregistrement des demandeurs d'emploi inoccupés au fil du temps est à l'origine de perturbations, par exemple. Néanmoins, l'indicateur avancé du marché du travail a été à même de prévoir correctement la hausse du chômage en 2002. De même, les évolutions de moindre amplitude ont également été bien perçues.

Quelles conclusions tirer de ces résultats pour les mois à venir ? Comme nous pouvons le constater, l'indicateur avancé du marché du travail suggère une baisse de la composante conjoncturelle du chô-

mage à Bruxelles. Ce scénario et la façon dont cette baisse se poursuivra devront être vérifiés dans le prochain baromètre.

Enfin, nous exprimons ces données en nombre de demandeurs d'emploi inoccupés enregistrés. Outre la composante conjoncturelle, il convient dès lors de prendre en considération la composante tendancielle de l'évolution du chômage à Bruxelles. Cette composante tendancielle illustre – notamment en raison des problèmes structurels auxquels doit faire face le marché du travail à Bruxelles, comme le montre la partie II de la présente étude – une tendance à la hausse depuis plusieurs années. Les deux composantes ont tendance à se compenser, ce qui fera probablement stagner le nombre de demandeurs d'emploi inoccupés enregistrés dans les mois à venir.

## 4.2 Evolution de l'indicateur de l'activité économique

L'objectif de cet indicateur est de refléter une estimation actualisée de l'élément conjoncturel de l'activité économique dans la Région de Bruxelles-Capitale.

Communément, celui-ci est mesuré à l'aide du produit intérieur brut de la Région, qui n'est à l'heure

actuelle disponible qu' annuellement, le chiffre le plus récent portant sur 2004. Il serait toutefois intéressant de disposer d'un aperçu de l'évolution de l'activité économique dans la Région de Bruxelles-Capitale pour des périodes plus récentes.

Traditionnellement le produit intérieur brut est approximé par l'index de la production industrielle. Celui-ci est publié tous les mois et est disponible rapidement. Nous en sommes néanmoins arrivés à la constatation que l'évolution des deux séries est relativement divergente dans le cas de la Région de Bruxelles-Capitale, surtout à partir de la seconde partie des années 90. Ceci peut probablement être attribué au poids minime de la production industrielle dans l'économie de la Région (voir partie 1). D'où la nécessité de développer une nouvelle série de références mieux corrélée à l'activité économique de la Région de Bruxelles-Capitale.

Partant d'analyses statistiques, nous déterminons les secteurs de services qui présentent l'évolution cyclique la plus semblable à celle du cycle de conjoncture du produit intérieur brut régional.

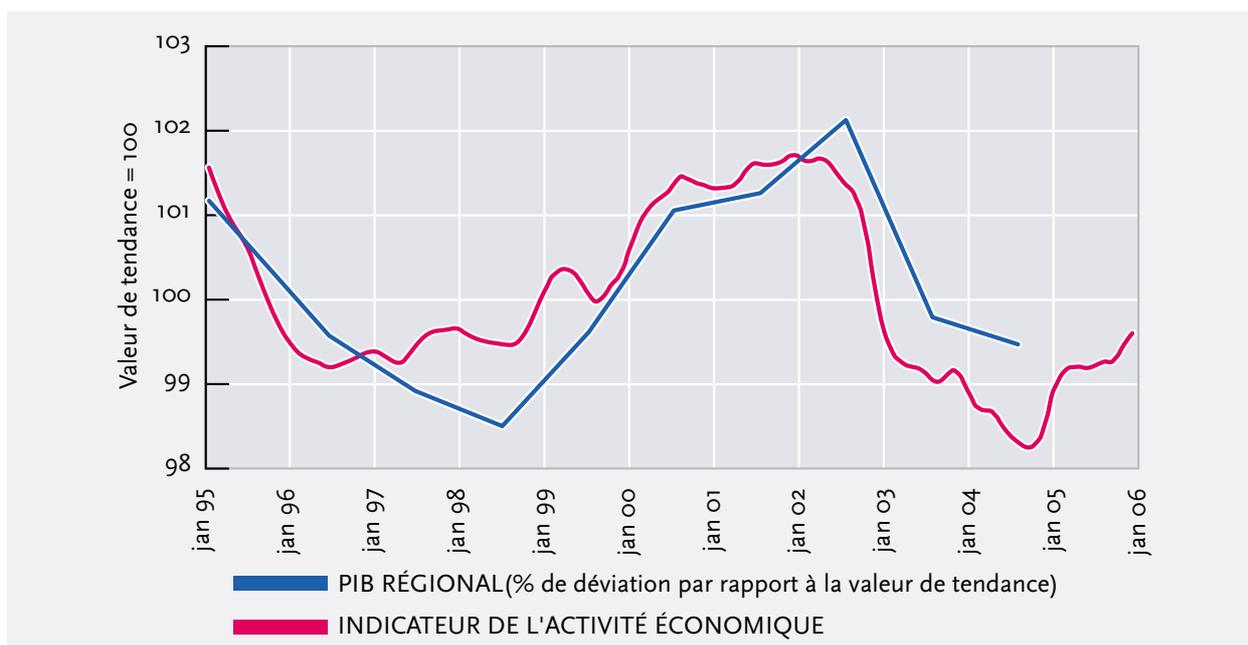
L'étude du cycle de ces secteurs devra ainsi permettre de déterminer des prévisions d'évolution du cycle conjoncturel de l'activité économique propre à la Région de Bruxelles-Capitale.

Ces secteurs sont:

- Commerce de gros
- Transport routier et urbain
- Télécommunications et poste
- Informatique et autres activités rattachées à l'informatique
- Autres services et services aux entreprises

Nous utilisons ensuite les composants conjoncturels de ces secteurs afin de pouvoir estimer l'indicateur qui reflète l'activité économique dans la Région de Bruxelles-Capitale. Les résultats sont illustrés dans le graphique suivant.

GRAPHIQUE 15: Comparaison de l'évolution conjoncturelle selon l'indicateur mensuel de l'activité économique et le produit intérieur brut de la Région de Bruxelles-Capitale



Source: Calculs propres sur base de: BNB et SPF Economie

L'indicateur de l'activité économique suit relativement bien l'évolution conjoncturelle basée sur le produit intérieur brut régional. Bien entendu, le lien n'est pas parfait étant donné que les données relatives au produit intérieur brut sont des données annuelles qui dissimulent les évolutions mensuelles sous-jacentes. On peut constater que la dépression de la fin des années 90 est relativement bien

reflétée et que le pic du début de cette décennie présente une correspondance quasiment parfaite.

Pour la période la plus récente, l'indicateur de production montre une reprise de l'activité économique à partir de l'année 2005. Les premières indications pour l'année 2006 suggèrent que la reprise a été poursuivie en début d'année, ce qui corrobore le scénario développé dans la partie 2.

## Notes

- I Un indicateur composite avancé est conçu pour signaler à l'avance les points de retournement (pics et creux) entre les phases d'expansion et de ralentissement de l'activité économique. Un indicateur composite avancé résulte de l'agrégation de séries temporelles sélectionnées et est calculé à l'aide de la méthode développée par Eurostat, l'OCDE et le National Bureau of Economic Research des EU. Les séries sélectionnées sont celles pour lesquelles il a été établi qu'elles fournissaient une indication sur l'activité économique future.
- II Le revenu d'intégration est un revenu minimum pour les personnes ne disposant pas d'assez de moyens de survie, ne pouvant pas y faire appel et n'étant pas en mesure de les acquérir par leurs propres moyens ou d'une autre façon.
- III Selon le Bureau International du Travail, la définition du chômage est basée sur l'Enquête sur les forces de travail (EFT). Sont considérées comme chômeurs toutes les personnes âgées de plus de 15 ans qui, au cours de la période de référence (les 4 semaines précédant l'enquête),
- sont sans emploi ;
  - sont disponibles sur le marché de l'emploi ;
  - sont à la recherche active d'un emploi.
- IV En 2003, seulement 23,6 % des personnes ayant un faible niveau de scolarisation (diplôme de l'enseignement secondaire inférieur) sont actives dans la Région de Bruxelles-Capitale. En ce qui concerne la Flandre et la Wallonie, ce pourcentage s'élève respectivement à 28,1 % et 28,6 % (source : Enquête sur les forces de travail).
- V Fiers, J., 2005, Innovation et R&D dans les régions belges dans une perspective européenne, Working Paper 13-05, Bureau fédéral du Plan, Bruxelles, 86 pp.
- VI D'après le Working Paper de Fiers, 2005, p. 32, la Région de Bruxelles-Capitale n'enregistre qu'un résultat de 2/5 en ce qui concerne les dépenses R&D des entreprises avec comme villes de référence : Berlin, Comunidad de Madrid, Ile de France, Lazio et Londres.
- VII Le Contrat pour l'Économie et l'Emploi veut changer de cap et marque la volonté d'investir dans des secteurs très intensifs en R&D.
- VIII Le taux de création net est le rapport procentuel entre le nombre net d'entreprises créées dans une année et le nombre total d'entreprises de l'année précédente.
- IX Les chiffres pour la Belgique et l'UE-15 sont des taux de croissance sur base de moyennes annuelles de séries d'indices mensuels désaisonnalisés et lissés. Le dernier chiffre pour la Belgique est le taux de croissance de la valeur moyenne de l'indice pour les mois de janvier et février 2006 par rapport à la valeur moyenne de l'indice pour l'année 2005.
- X Le taux d'intérêt auquel les banques commerciales peuvent emprunter de l'argent à la BCE lors d'opérations de refinancement.